

Vingt-troisième Conférence du PROE

4-6 septembre 2012
Nouméa
Nouvelle-Calédonie

Point 9.3.3 de l'ordre du jour : Amélioration de la coordination et du suivi du programme régional de gestion des déchets solides

Objet du document

1. Solliciter l'aval de la Conférence à la mise en place de dispositifs de coordination et de suivi, en vue d'améliorer l'exécution du programme régional de gestion des déchets solides.

Contexte

2. Au sein du PROE, la Division gestion des déchets et lutte contre la pollution est chargée de promouvoir l'écogestion des déchets solides et dangereux dans la région du Pacifique.

3. Avec le concours de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et de l'Agence néo-zélandaise d'aide internationale, le volet de ce programme consacré aux déchets solides a été renforcé, au milieu des années 2000, grâce à l'élaboration d'une stratégie régionale et à la création d'un poste permanent (Conseiller en gestion des déchets solides) au sein du PROE. Cela a permis de mobiliser des fonds et une assistance technique, à l'appui de projets régionaux tels que le projet J-PRISM¹ et l'initiative régionale pour la gestion des déchets solides de l'Agence française pour le développement (AFD).

4. Ces dernières années, le volet « gestion des déchets dangereux » a également progressé : des stratégies régionales d'élimination de l'amiante et des déchets électroniques ont été élaborées, et des projets régionaux financés par le PNUE/GEF-PAS et l'Union européenne (10^e FED) ont été mis au point.

5. Outre ces initiatives régionales, divers bailleurs de fonds, organisations non gouvernementales et partenaires de développement (Banque asiatique de développement, Union européenne, Fonds d'infrastructure régional océanien, Hauts-commissariats néo-zélandais, Agence néo-zélandaise d'aide internationale, AusAID et Banque mondiale) apportent un soutien bilatéral à des projets nationaux de gestion des déchets solides.

6. Des efforts ont été déployés pour suivre les progrès réalisés dans l'exécution du programme et en rendre compte. Le PROE publie un bulletin d'information, « Pacific Waste Line », conformément à la Stratégie régionale océanienne de gestion des déchets solides pour la période 2010-2015.

¹ J-PRISM : Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides.

Les obstacles à surmonter

7. Dans la région du Pacifique, de nombreux acteurs participent à la gestion des déchets solides, mais ils ne coordonnent guère leurs activités à l'échelon régional. En conséquence, chacun ignore souvent ce que font les autres. Les efforts sont redondants et les progrès réalisés au regard de la stratégie ne sont pas toujours signalés. C'est une situation que le Secrétariat a connue par le passé : des ressources avaient été investies pour aider différents Membres, pour ne pas tarder à découvrir que d'autres bailleurs et partenaires fournissaient déjà une aide similaire.

8. Une meilleure coordination permettrait d'éviter les doubles emplois, de mutualiser des ressources limitées et de promouvoir l'échange d'idées et d'enseignements qui peuvent profiter à des pays, des projets et des organisations intervenant dans ce domaine.

9. La Stratégie régionale océanienne de gestion des déchets solides est le principal document d'orientation relatif au renforcement de la gestion des déchets solides dans la région. Elle confie au Secrétariat et aux États et Territoires insulaires océaniques des responsabilités essentielles afin d'atteindre les objectifs fixés. Le Secrétariat est toutefois le seul intervenant tenu de rendre des comptes en soumettant le Rapport de suivi et d'évaluation des résultats à la Conférence annuelle du PROE. L'absence de progrès dans la présentation de rapports nuit à la mise en œuvre de la stratégie.

10. Il est nécessaire de mettre en place une structure durable qui faciliterait la coordination entre les divers bailleurs et partenaires intervenant dans la gestion des déchets à l'échelon régional, permettrait d'identifier les lacunes et d'améliorer le suivi permanent du programme de gestion des déchets solides et dangereux dans la région. Cette structure compenserait la forte rotation du personnel des services nationaux, des bailleurs de fonds et des organismes partenaires.

Propositions

11. Pour remédier aux problèmes évoqués plus haut, il est proposé de créer un Conseil consultatif océanien de gestion des déchets et un Partenariat océanien pour la gestion des déchets, s'inspirant de la structure illustrée à la figure 1.

Conseil consultatif océanien de gestion des déchets (PIWAC)

12. Le Conseil consultatif océanien de gestion des déchets (PIWAC) proposé est un organisme consultatif technique composé de représentants des services et ministères nationaux de l'environnement, et des organismes, services ou ministères chargés de la gestion des déchets. Il a pour principal rôle de prodiguer des conseils sur les besoins en matière de gestion des déchets et de promouvoir l'application de la stratégie dans chaque pays.

13. Ce Conseil comprendrait des représentants, à l'échelon des directeurs, des organismes nationaux de gestion de l'environnement et des déchets, ainsi que de la Division du PROE chargée de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution. Un président et un vice-président seraient élus par les membres.

14. Le Conseil faciliterait la diffusion d'informations et d'expériences concernant la gestion des déchets solides et dangereux parmi ses membres.

15. Le Conseil aurait pour rôle essentiel de répertorier les actions prioritaires de gestion des déchets identifiées par chaque pays et approuvées en concertation avec les principales parties prenantes à l'échelon national (y compris le secteur privé), conformément à d'éventuelles stratégies nationales de gestion des déchets.

16. Le principal produit attendu du Conseil serait une liste des actions prioritaires nationales approuvées, établie régulièrement (tous les deux ans, par exemple), qui servirait à orienter les investissements et à formuler des projets d'intervention régionale et élaborer la prochaine stratégie régionale de gestion des déchets solides.

17. Cette liste de mesures prioritaires serait soumise au Secrétariat, qui serait chargé d'actualiser et suivre les informations au regard de la stratégie, et qui donnerait des conseils à propos des lacunes et des actions à mener d'urgence pour gérer les déchets solides et dangereux (tâche compatible avec le rôle actuel du Secrétariat).

18. Le Secrétariat établirait un rapport sur les lacunes et les priorités à l'échelon régional, qui passerait en revue les actions prioritaires nationales présentées par le Conseil, et qui ferait une synthèse régionale des problèmes émergents et de l'évolution de la gestion des déchets susceptibles d'avoir des impacts sur la région.

Partenariat océanien pour la gestion des déchets (PIWAP)

19. Le rapport établi par le PROE serait soumis au Partenariat océanien pour la gestion des déchets (PIWAP). Le rôle essentiel de ce Partenariat serait de coordonner les activités d'aide que ses membres conduiraient au profit des États et Territoires insulaires océaniques pour réduire les doubles emplois et améliorer les rapports nationaux et régionaux sur les interventions menées.

20. Le Partenariat serait composé de représentants des bailleurs de fonds et des partenaires de développement participant (ou susceptibles de participer) à la gestion des déchets dans la région, du Secrétariat, du président et du vice-président du PIWAC.

21. Le Partenariat examinerait les priorités nationales et les lacunes régionales et établirait un programme de travail conjoint, doté d'un budget, visant à apporter une aide aux pays en matière de gestion des déchets. Ce programme de travail serait affiné en concertation avec le Conseil, et la version finale présentée à la conférence annuelle du PROE pour examen et approbation.

22. Il faut noter que le programme de travail conjoint, doté d'un budget, élaboré par le Partenariat, décrirait en détail les modalités d'assistance fournie (bilatérale, régionale, technique, financière, etc.), mais qu'il ne suggérerait pas de changer la modalité en vigueur – une aide bilatérale, par exemple, resterait bilatérale.

23. Le programme de travail conjoint, doté d'un budget, deviendrait alors le programme de travail suivi par les États et Territoires insulaires océaniques, le PROE, les bailleurs et d'autres partenaires d'exécution, qui conduiraient les activités convenues et suivraient, mesureraient les résultats obtenus au regard d'indicateurs convenus, et en rendraient compte. Les rapports seraient communiqués au PIWAC et au Secrétariat du PROE en vue d'une compilation d'études de cas et d'expériences et de l'élaboration de futures stratégies régionales.

Recommandation

24. La conférence est invitée à :

- **approuver** la proposition visant à créer le Conseil consultatif océanien de gestion des déchets et le Partenariat océanien pour la gestion des déchets ; et
- **donner pour instruction** au Secrétariat de procéder à la mise en œuvre du Conseil et du Partenariat, en concertation avec les membres.